

Prêt garanti par l'État : prolongation jusqu'à fin juin 2022



© 2021 Les Echos Publishing

Le dispositif du prêt garanti par l'État (PGE), qui devait prendre fin le 31 décembre prochain, est prolongé pour 6 mois supplémentaires. C'est ce qu'a annoncé le ministre de l'Économie et des Finances, Bruno Le Maire, le 8 novembre dernier. L'objectif poursuivi par ce dernier étant de permettre « aux entreprises qui avaient des perspectives avant la crise sanitaire de profiter pleinement de la reprise économique ».

Les entreprises pourront donc souscrire un PGE jusqu'à la fin juin 2022.

Précision : cette prolongation sera actée par le biais d'un amendement au projet de loi de finances pour 2022. Sachant qu'elle devra être autorisée par la Commission européenne.

Rappelons que le PGE est ouvert à toutes les entreprises, quel que soit leur taille et leur secteur d'activité (à l'exception de certaines sociétés civiles immobilières, des établissements de crédit et des sociétés de financement), ainsi qu'aux associations. Le montant du prêt est plafonné à 3 mois de chiffre d'affaires, ou à 2 ans de masse salariale pour les entreprises nouvelles ou innovantes. Son remboursement est différé d'un an, voire de 2 ans si l'entreprise le souhaite,

et peut être lissé sur une période allant de 1 à 5 ans. La durée maximale d'un PGE est donc de 6 ans. Son taux s'établit entre 1 % et 2,5 % selon la durée du prêt. Comme son nom l'indique, l'État garantit le prêt à hauteur de 70 % à 90 % de son montant, selon les cas.

© 2021 Les Echos Publishing